

ROSA Newsletter

Points de vue sur l'actualité En route vers la COP 16 à Cancun :

Pour une prise en compte des impacts du changement climatique sur la nutrition

La prochaine Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP16) se tiendra au Mexique du 29 novembre au 10 décembre 2010. Dans cet article, Philippe Crahay de l'ONG Action contre la Faim¹, et Cristina Tirado von der Pahlen de l'UCLA², examinent comment les négociations actuelles pourraient contribuer à prendre en compte les impacts du changement climatique sur la malnutrition. Ils demandent que l'accent soit mis sur les stratégies d'adaptation des plus vulnérables et sur le financement de la lutte contre le changement climatique.

Quels sont les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les pays en développement et quelles solutions préconisez-vous ?

Le changement climatique a un effet direct sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il va augmenter les risques de faim et de sous-alimentation dans des proportions encore jamais atteintes durant les prochaines décennies. Cela risque de freiner les efforts déployés pour faire face à ces problèmes majeurs. Le changement climatique devrait augmenter la fréquence et la gravité des catastrophes naturelles, ainsi que celles des déficits de production, faisant grimper un peu plus encore les prix alimentaires. Outre ses effets négatifs sur la sécurité alimentaire, le changement climatique va également accroître les problèmes de malnutrition compte tenu de ses impacts sur la santé, les conditions sanitaires, l'eau et les soins maternels et infantiles.

Ce sont les populations les plus pauvres et les plus vulnérables des pays en développement, principalement les jeunes enfants et les femmes des zones rurales, périurbaines et urbaines, qui courent les plus grands risques de souffrir des impacts potentiels du changement climatique.

Elles ont en effet des capacités limitées à faire face aux événements climatiques extrêmes et à s'adapter aux impacts du changement climatique.

Pour réduire les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, il faut parvenir à associer les mesures d'atténuation et d'adaptation, s'appuyant sur la recherche et l'innovation technologique. Une double approche plus efficace doit être envisagée pour remédier aux impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle³.

Il faut d'urgence mener des actions d'atténuation du changement climatique afin de limiter l'ampleur de ses effets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les stratégies d'atténuation doivent cependant être conçues avec beaucoup de précaution, car certaines d'entre elles, comme le développement de la production des biocarburants, peuvent aggraver l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.



¹ Chargé de mission sur les changements climatiques, ACF (Action contre la Faim).

² Chargée de recherche, CPHP (Center for Public Health and Disasters) de l'Ecole de Santé Publique de l'UCLA (UCLA School of Public Health).

³ Il s'agit d'une part de mener des opérations de nutrition directes et immédiates et d'utiliser des filets de sécurité, et d'autre part d'adopter une approche multisectorielle plus large qui consiste principalement en une agriculture et un développement rural soutenables et résilients au climat, des dispositifs de protection dans la santé et de la protection sociale, des plans de réduction et de gestion des risques et un renforcement du développement communautaire résilient au climat.

Il faut également veiller à assurer une cohérence entre les différentes politiques lorsqu'on met au point des stratégies d'adaptation et d'atténuation et qu'on les intègre à des plans de développement soutenables et résilients au climat aux niveaux international, national et régional. Des cadres institutionnels et politiques coordonnés et cohérents axés sur la nutrition ainsi qu'une gouvernance améliorée sont nécessaires à tous les niveaux. L'implication des acteurs locaux et des communautés vulnérables est primordiale dans ces processus.

Après les résultats décevants de la Conférence de Copenhague (COP15), que peut-on attendre des négociations à Cancun ?

La COP16 représente une importante occasion de redynamiser les négociations multilatérales. Elle peut déboucher sur des avancées, voire sur des accords positifs, particulièrement en ce qui concerne l'adaptation, les transferts de technologie, l'agriculture et les forêts. Elle peut entraîner la création d'un fonds pour le financement climatique à long terme. La COP16 constitue un important tremplin pour un accord post-2012 qui soit équitable, ambitieux et légalement contraignant.

L'atténuation du changement climatique reste pour l'instant LE sujet de préoccupation de la CCNUCC. Mais les populations des pays en développement doivent dès aujourd'hui s'adapter aux effets du changement climatique. Il faut donc accorder le même degré de priorité à l'adaptation qu'à l'atténuation. Il y a un point essentiel des négociations qui va déterminer le succès ou non de la COP 16 : les fonds attribués au changement climatique. Les tendances récentes montrent que le soutien financier apporté par les pays industrialisés va principalement à des programmes d'atténuation dans les pays émergents. Une partie des fonds alloués au changement climatique semble être prise sur des budgets d'aide déjà existants. Des propositions innovantes et concrètes ainsi qu'un engagement financier accru du secteur public peuvent permettre de restaurer la confiance dans les négociations internationales. Il faut qu'en plus de l'aide publique au développement (APD), on associe les financements précoces et les fonds à plus long terme pour soutenir les mesures d'adaptation ; celles-ci doivent en priorité bénéficier aux plus vulnérables, et tout particulièrement aux enfants et aux femmes, des pays les moins avancés.

L'adaptation a été relativement absente des négociations de la CCNUCC. Y a-t-il d'autres domaines qui devraient davantage mériter l'attention de la COP16 ?

Malgré le fait que le changement climatique augmente les risques de sous-alimentation dans des proportions encore jamais atteintes, la sécurité nutritionnelle est restée jusqu'ici absente de l'agenda de la CCNUCC. Nous devons mettre en place de larges actions coordonnées sur le long terme dans le cadre de la CCNUCC pour apporter des solutions claires et ainsi protéger l'état nutritionnel des populations des impacts du changement climatique et développer des actions d'atténuation qui bénéficieront également à la nutrition. Les négociateurs de la CCNUCC ont à la fois la possibilité et la responsabilité de s'attaquer au problème de la sécurité nutritionnelle grâce aux stratégies définies dans le cadre du groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA). Si cela n'est pas fait dans les plus brefs délais, il ne sera pas possible de réduire la faim et la sous-alimentation provoquées par le changement climatique.

Le Comité Permanent des Nations Unies sur la Nutrition (UNSCN – *UN Standing Committee on Nutrition*) vient de publier le 22 novembre dernier une importante note de synthèse sur le changement climatique et la sécurité nutritionnelle qui sera présentée lors de la COP 16⁴.

Pour aller plus loin :

United Nations Standing Committee on Nutrition (UNSCN). Climate change: food and nutrition security implications, SCN News 38, 2010

World Food Programme (WFP) et al, Climate change, food security and hunger: Key messages for UNFCCC negotiators, technical paper of the Inter-Agency Standing Committee (IASC) task force on climate change, 2010

Nelson et al, Climate change impact on agriculture and costs of adaptation, International Food Policy Research Institute (IFPRI), 2009

MC Tirado et al, Addressing the challenges of climate change and biofuel production for food and nutrition security 2010, Food Research International, volume No. 43, août 2010

⁴ Pour en savoir plus, aller sur http://www.unscn.org/en/nut-working/nutrition_and_climate_change/ncc_egroup.php

Agenda

Evénements passés

- **Briefing régional sur le changement climatique, les acquisitions des terres et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest (1-3 novembre, Ouagadougou) :** Le 4^{ème} briefing régional en Afrique de l'Ouest s'est penché sur les liens entre le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Les discussions ont porté sur les impacts des changements climatiques au niveau de la disponibilité, l'allocation et l'usage des terres, la production agricole et la disponibilité alimentaire. Une attention particulière a été accordée aux enjeux pour les petits producteurs et à la question de l'acquisition des terres à grande échelle.
- **Symposium sur les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire (1-2 septembre, Bruxelles) :** Il a été organisé par la CE en collaboration avec la FAO. Le symposium visait à contribuer à la réflexion sur les systèmes nationaux d'information sur la sécurité alimentaire, en particulier leur rôle dans la prise de décision pour anticiper, prévenir et répondre aux situations d'insécurité alimentaire. Toutes les présentations ainsi qu'un résumé des discussions et des conclusions sont disponibles sur le site du ROSA [>>>](#)

Evénements à venir

- **29-30 novembre 2010 :** 3^{ème} Sommet Afrique-Union Européenne – Tripoli (Libye)
- **29 novembre – 4 décembre :** Forum mondial de la sécurité sociale – Le Cap (Afrique du Sud)
- **29 novembre - 10 décembre :** Conférence des Parties à la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique (COP-16) – Cancun (Mexique)
- **6-7 décembre :** Journées Européennes du Développement – Bruxelles
- **7-8 décembre :** Forum annuel du CSAO sur le thème « Solidarité régionale face aux crises alimentaires : coopération Sud-Sud et efficacité de l'aide régionale », Accra
- **7-9 décembre :** Symposium international sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les approches basées sur l'alimentation pour améliorer les régimes alimentaires et relever les niveaux nutritionnels – Rome
- **14-16 décembre :** 26^{ème} réunion annuelle du RCPA – Accra (Ghana)

Pour plus d'information : [Evénements à venir](#)

Nouvelles de la Commission

- **La Commission Européenne annonce la mise en place de la DG DevCo :** Le 27 octobre dernier, la CE a annoncé la fusion de la DG Développement avec l'Office de Coopération EuropeAid pour former la nouvelle direction générale « EuropeAid Développement et Coopération » (DG DevCo). Cette fusion a été confirmée après les dernières décisions votées concernant la mise en place du Service Européen pour l'Action Extérieure (SEAE) qui sera lancé en décembre 2010.
- **Les conclusions sur le rapport annuel sur la politique européenne de développement et d'aide extérieure :** Le 8-9 novembre dernier, le Conseil a adopté les conclusions sur le rapport annuel sur la politique de développement et d'aide extérieure de la CE et sa mise en œuvre en 2009. Parmi les principales recommandations formulées, le Conseil a suggéré qu'une attention particulière soit accordée dans le prochain rapport aux OMD et aux actions mises en place par l'UE en vue de leur réalisation. L'année 2010 marque également le début d'une réflexion sur le Consensus Européen sur le Développement et la future politique européenne de coopération au développement. Le Conseil a suggéré à la CE qu'une partie spécifique du prochain rapport soit consacrée à ce processus. [Lire le rapport 2010 publié en juin 2010](#)
- **La présentation d'un draft du rapport RED 2010 :** Cette année, le rapport européen sur le développement (RED) traite des questions de pauvreté, d'inégalité et de protection sociale, avec un focus sur l'Afrique Subsaharienne. La CE a organisé une conférence à Bruxelles le 4 novembre dernier, avec l'objectif de présenter et de discuter d'un draft consolidé. Ont participé à cette réunion, des chercheurs ainsi que des représentants des pays membres de la CE, les services de la Commission, les organisations internationales et la société civile (environ 80 participants). Le rapport final sera rendu public le 7 décembre à Bruxelles, lors des Journées Européennes pour le Développement.
- **Les Journées Européennes pour le Développement 2010:** Les JED se tiendront le 6 et 7 décembre prochains à Bruxelles. Le thème central de cette année sera « Nouvelle décennie : nouveaux acteurs, nouveaux enjeux ». Un ensemble d'événements seront proposés sur ces deux jours dans 3 espaces différents et qui réuniront divers intervenants de haut niveau. Trois événements directement avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle auront lieu le 6 décembre [Pour plus d'information](#)

Actualités du réseau

Nouvelles ressources en ligne

➤ Indicateurs de sécurité alimentaire

Lignes directrices pour mesurer la diversité alimentaire des ménages et des individus – Octobre 2010

Ce document est une version révisée des lignes directrices de la FAO pour mesurer la diversité alimentaire. Les principales modifications dans cette version des lignes directrices concernent la proposition d'un nouveau score de diversité alimentaire et la classification des produits alimentaires dans des groupes alimentaires. Ce document décrit également comment adapter et utiliser le questionnaire sur la diversité alimentaire, comment calculer les scores et comment définir d'autres indicateurs permettant d'analyser la diversité alimentaire. >>>

Indice de la faim dans le monde 2010. Eradiquer la sous-alimentation infantile, IFPRI, Concern Worldwide, Welthungerhilfe, ACTED – Octobre 2010

L'« indice mondial de la faim » (Global Hunger Index - GHI) a été développé par l'IFPRI dans le but d'assurer la mesure et le suivi des personnes souffrant de la malnutrition dans le monde. Cet indice composite offre une vision multidimensionnelle de la malnutrition. Ce rapport, qui regroupe les scores du GHI des différents pays et régions, vise à établir une analyse des reculs et des avancées en matière de lutte contre la malnutrition.

Validation d'une mesure de l'insécurité alimentaire au niveau des ménages pour un usage multiculturel, FANTA, AED – Mai 2010

Ce rapport présente les résultats d'une étude de validation de l'échelle d'accès et d'insécurité alimentaire (*Household Food Insecurity Access Scale - HFIAS*), une échelle de mesure pour évaluer la composante « accès » de la sécurité alimentaire des ménages dans les zones pauvres. L'étude a été réalisée par le Projet FANTA-2 (*Food and Nutrition Technical Assistance II*) en partenariat avec la FAO et l'université de Tufts. >>>

➤ Transferts sociaux

Les frontières de la protection sociale N°8 : Les variations saisonnières et la protection sociale en Afrique – Septembre 2010

Cette note décrit l'évolution des moyens d'existence et de l'insécurité alimentaire dans les zones rurales d'Afrique sub-saharienne, en fonction des tendances saisonnières. Ensuite, le document effectue une

revue des interventions politiques qui ont été adoptées par le passé pour faire face à la malnutrition saisonnière : les "filets de sécurité saisonniers". Il les compare à des approches de "protection sociale" plus récentes. >>>

➤ Autres thématiques

L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010. Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées, PAM, FAO - 2010

Pour l'année 2010, ce rapport se concentre sur les populations affectées par des crises prolongées. Le rapport souligne que pour améliorer la sécurité alimentaire dans ces contextes, il ne faut pas se contenter d'interventions à court terme : il faut chercher à protéger et à promouvoir les moyens d'existence des populations, sur le long terme. Il y a aussi nécessité de modifier l'architecture de l'aide pour pouvoir à la fois répondre aux besoins immédiats et s'attaquer aux causes structurelles. Les moyens consacrés aux secteurs clés d'interventions (y compris la protection sociale et la réduction des risques) sont souvent limités et insuffisants. Le rapport formule des recommandations sur les interventions à privilégier, parmi lesquelles : les filets de sécurité, les assurances dans certains cas, et les services de santé et d'éducation. Illustré par de nombreuses expériences positives, le rapport recommande de tirer les enseignements des interventions réussies. >>>

Qui lutte vraiment contre la faim ?, Action Aid, Peuples Solidaires – 2010

Dans cette évaluation, Action Aid en collaboration avec Peuples Solidaires suit les progrès réalisés par des pays qui traduisent le droit à l'alimentation en actions concrètes. Les classements sont conçus de façon à récompenser les efforts et les progrès, et non pas seulement les résultats. Les exigences sont ainsi plus fortes pour les pays en développement les plus riches comme l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine et l'Inde que pour les pays à faible revenu. Les indicateurs se basent sur les actions que l'ONU, dans son Cadre d'action global publié en 2008, a identifiées comme les plus cruciales pour renverser la tendance à la hausse de la faim dans le monde. >>>